

Cote du document: EB 2022/135/R.5
Point de l'ordre du jour: 4 d) i)
Date: 15 mars 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Stratégie d'action du FIDA dans les petits États insulaires en développement pour la période 2022-2027

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Abdelkarim Sma
Économiste régional supérieur
téléphone: +39 06 5459 2500
courriel: a.sma@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session
Rome, 25-27 avril 2022

Pour: **Approbation**

Table des matières

Résumé	ii
I. Introduction	1
A. Évolution du paysage du développement rural et des difficultés dans les PEID	1
B. La COVID-19 et ses conséquences pour l’agriculture et l’économie	2
C. Cadres stratégiques et institutionnels adoptés collectivement par les PEID	2
II. Modalités actuelles d’action du FIDA dans les PEID	3
A. Principaux enseignements tirés de l’action du FIDA dans les PEID	4
B. Principaux enseignements tirés de l’action des organismes des Nations Unies et des partenaires dans les PEID	4
III. Étapes à suivre – la vision et les objectifs stratégiques du FIDA	5
A. Objectifs stratégiques proposés	5
IV. Théorie du changement	7
V. Considérations opérationnelles	8
A. Principes d’action	8
B. Modalités d'exécution proposées	9
VI. Renforcement des partenariats et optimisation de la coordination	11
VII. Risques et mesures d’atténuation	12
VIII. Cadre de gestion des résultats et établissement de rapports	13
Annexes	
I. Cadre de gestion des résultats	14
II. Les PEID en quelques faits et chiffres	15
III. Pauvreté rurale et conséquences de la COVID-19 dans les PEID membres du FIDA	19
IV. Cohérence au regard des politiques et stratégies opérationnelles en vigueur au FIDA	21
Appendices	
I. IFAD SIDS Membership	
II. Highlights of approaches of selected United Nations and development partners engagement in SIDS	
III. Documents reviewed	
IV. Insights into IFAD’s work in selected SIDS	

Résumé

1. Le présent projet de stratégie traduit la volonté du FIDA de favoriser l'accélération de la transformation inclusive et durable du monde rural en intervenant dans les petits États insulaires en développement (PEID).
2. La stratégie vise à orienter la conception et l'exécution des interventions menées avec l'appui du FIDA afin de remédier de façon appropriée aux défis rencontrés par les PEID en matière de développement.
3. La stratégie met en lumière le caractère unique des vulnérabilités et des enjeux de développement des PEID, une singularité qui s'explique par leur petite taille, leur isolement, l'étroitesse de leur base de ressources et leur exposition aux catastrophes climatiques et naturelles. Elle examine également en quoi ces enjeux influent sur la conception d'investissements à impact.
4. La stratégie s'appuie sur les cadres stratégiques et institutionnels nationaux et collectifs adoptés par les PEID, dont les Modalités d'action accélérées des PEID (les Orientations de Samoa). En outre, sa formulation s'inspire des enseignements tirés de l'action passée et en cours du FIDA, ainsi que des données d'expérience recueillies par d'autres acteurs du développement agricole et rural présents dans les PEID.
5. Trois objectifs stratégiques sont proposés pour asseoir le cadre d'action du FIDA dans les PEID: i) promouvoir des systèmes alimentaires durables, inclusifs et qui tiennent compte des enjeux nutritionnels; ii) promouvoir l'emploi non agricole en zone rurale et la création de microentreprises et de petites et moyennes entreprises; iii) renforcer la résilience des ménages ruraux et des systèmes de production agricole face à l'évolution de l'environnement et aux changements climatiques.
6. Les modalités d'exécution de la stratégie mettront particulièrement l'accent sur l'**efficience**, l'efficacité des **partenariats** et l'accélération de l'**impact** des interventions du FIDA, à travers:
 - une nouvelle approche de programmation adaptative, qui ne sera plus axée sur les pays, mais privilégiera une logique régionale;
 - l'optimisation des efforts de mobilisation de ressources afin d'appuyer l'investissement dans les zones rurales des PEID;
 - l'amélioration de la présence dans les pays et de la participation à l'élaboration des politiques;
 - le renforcement des partenariats et l'optimisation de la coordination.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à examiner et à approuver le présent projet de stratégie d'action du FIDA dans les petits États insulaires en développement pour la période 2022-2027.

I. Introduction

1. Le modèle opérationnel amélioré du FIDA vise à stimuler l'impact des activités de développement du Fonds avant l'échéance de 2030 et à veiller à ce qu'aucune région ne reste en marge de la transformation durable et inclusive du monde rural. Le projet de stratégie traduit l'ambition globale que nourrit le Fonds dans son action auprès des petits États insulaires en développement (PEID). La stratégie, qui couvre la période 2022-2027, vise à orienter la conception et l'exécution des interventions appuyées par le FIDA afin qu'elles soient adaptées aux enjeux de développement des PEID.
2. Le document s'inspire des enseignements tirés de projets et programmes antérieurs du FIDA et de ceux qu'il mène actuellement. Les modalités d'action du FIDA ont évolué au cours de trois phases distinctes: i) la période précédant l'adoption des Modalités d'action accélérées des PEID (les Orientations de Samoa), au cours de laquelle le Fonds intervenait dans les PEID sans appliquer de stratégie explicite de différenciation régionale; ii) la période 2014-2021, où l'action du Fonds dans les PEID ¹ était guidée par un document d'orientation soulignant les piliers thématiques de ses interventions; iii) l'après 2021, où le FIDA se positionne pour accroître son impact grâce à une stratégie ad hoc d'intervention dans les PEID, qui propose des modalités améliorées d'action.
3. Au fil de ces phases, le FIDA s'est employé à répondre aux besoins des petits exploitants agricoles et des ménages ruraux pauvres des PEID, par le biais du financement du développement international. La présente stratégie s'inscrit dans le prolongement de la décision du Fonds de stimuler les impacts des interventions menées dans le cadre de ses programmes, conformément aux engagements pris au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12).

Encadré 1

Qui sont les petits États insulaires en développement?

Les PEID regroupent 58 pays et territoires, dont 38 sont membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU); les autres sont non-membres de l'ONU ou sont membres associés de commissions régionales, selon la classification établie par le Bureau de la Haute Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

Parmi ses membres, le FIDA compte 38 PEID (36 membres de l'ONU et 2 non-membres: les Îles Cook et Nioué). Ces derniers sont les seuls États à participer aux travaux d'institutions spécialisées des Nations Unies, telles que le FIDA, sans être membres de l'ONU.

Les PEID sont généralement divisés en trois sous-groupes régionaux: i) Atlantique, océan Indien, Méditerranée et mer de Chine méridionale; ii) Caraïbes; iii) Pacifique.

A. Évolution du paysage du développement rural et des difficultés dans les PEID

4. Les PEID forment un groupe distinct de pays en développement partageant des caractéristiques et défis communs: petite taille, éloignement (isolement relatif et problèmes de connectivité), insularité (forte exposition aux chocs externes), difficultés liées à l'océan (recul du trait de côte) et appauvrissement des ressources en eau douce. Les PEID sont aussi confrontés à d'autres problèmes, tels que les déséquilibres de la balance des paiements, la dépendance à l'importation des

¹ FIDA, « IFAD's approach in Small Island Developing States: a global response to island voices for food security », 2014 (disponible en anglais seulement).

combustibles fossiles, l'insécurité des approvisionnements alimentaires et l'insécurité nutritionnelle. La réalisation des objectifs du FIDA dépendra en fin de compte de la croissance économique et de l'amélioration de la balance des paiements des PEID.

5. Malgré leurs similitudes, les PEID se distinguent à de nombreux égards: taille de la population, revenu national et par habitant, superficie terrestre, isolement, endettement, priorités régionales et contexte de développement. Bien que de nombreux PEID affichent un produit intérieur brut (PIB) par habitant relativement élevé (tiré à la hausse par le tourisme et les envois de fonds des diasporas), leurs économies n'en sont pas moins fragiles et vulnérables face aux chocs externes, aux catastrophes naturelles et aux phénomènes climatiques.
6. Dans la plupart des PEID, le secteur agricole et les filières associées peinent à suivre le rythme de développement des autres secteurs de l'économie. Par conséquent, la plupart des PEID importent plus de 60% de leurs denrées alimentaires, ce qui accroît les tensions sur les changes.
7. L'adoption progressive d'aliments transformés importés à forte densité énergétique au détriment des denrées locales a eu une incidence négative sur la nutrition des populations et engendré une hausse de la prévalence des maladies non transmissibles. En moyenne, les PEID des Caraïbes et du Pacifique dépensent 20% de leurs recettes d'exportation totales pour importer des aliments, contre 5% pour la moyenne mondiale. Les PEID présentent des taux élevés de mortalité et de handicap liés à une mauvaise nutrition.
8. Faute de débouchés économiques et vivriers suffisants, le chômage atteint des niveaux élevés, en particulier chez les jeunes (environ 25% dans certains pays), ce qui favorise l'émigration vers d'autres pays.

B. La COVID-19 et ses conséquences pour l'agriculture et l'économie

9. Compte tenu de l'isolement géographique des PEID, la pandémie de COVID-19 a perturbé les chaînes d'approvisionnement alimentaire et exacerbé les vulnérabilités existantes dans de nombreuses îles. La récession économique sans précédent qu'ils ont connue dans son sillage témoigne de leur vulnérabilité extrême face aux chocs externes. En 2020, le PIB des PEID s'est contracté de 4,7%, contre 3% à l'échelle mondiale, si bien que la pandémie constitue à ce jour le plus grave choc économique de l'histoire insulaire.
10. L'impact de la pandémie est plus marqué dans certaines îles que dans d'autres, ce qui reflète leur niveau de dépendance à l'égard des grandes économies. D'après les projections, dans l'ensemble des PEID, la récession économique devrait aggraver la pauvreté rurale et affaiblir la capacité des insulaires à résister aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement.
11. Voici certaines des conséquences attendues: i) réduction des recettes tirées du tourisme et des services associés; ii) perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire et augmentation du gaspillage de denrées locales, en raison de la fermeture des restaurants et hôtels; iii) baisse sensible des envois de fonds des diasporas; iv) réduction de la palette de solutions disponibles pour le financement du développement. On trouvera des informations plus détaillées à l'annexe III.

C. Cadres stratégiques et institutionnels adoptés collectivement par les PEID

12. En 2014, l'ONU a adopté les Orientations de Samoa afin de définir le cadre global applicable au développement durable des PEID. Selon l'examen à mi-parcours conduit en 2019, bien que certains progrès aient été accomplis dans la mise en œuvre de cet instrument, il reste de nombreuses lacunes à combler et les réalisations enregistrées par les pays demeurent très variables. Dans le cadre de

l'examen, il a été recommandé de renforcer les partenariats entre les PEID et la communauté internationale.

13. D'autres cadres et politiques générales revêtent une importance au regard du développement des PEID:
 - L'Accord de Paris sur les changements climatiques, adopté en 2015, fixe des cibles et engagements précis visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer les engagements pris au fil du temps.
 - Le Programme d'action d'Addis-Abeba et son mécanisme de financement, adoptés sous l'égide de l'ONU, offrent un cadre destiné à mettre les flux de financement à l'appui du développement en adéquation avec les priorités économiques, sociales et environnementales arrêtées, le but étant de soutenir la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030).
 - L'indice de vulnérabilité multidimensionnel concernant les PEID² vise à:
 - i) recenser les principaux facteurs de vulnérabilité des PEID; ii) cerner dans quelle mesure la vulnérabilité structurelle entrave la réalisation des objectifs de développement durable; iii) définir des mécanismes de financement et des trajectoires de développement appropriés pour chaque catégorie de PEID.
14. Les résultats préliminaires de l'indice indiquent que les PEID sont plus vulnérables que les autres groupes régionaux. Il en ressort aussi que, dans leurs sous-régions respectives, les PEID connaissent différents types de vulnérabilité; autrement dit, chaque sous-région aura besoin de mécanismes de financement et de trajectoires différents pour parvenir à un développement durable.
15. Dans le prolongement des cadres susmentionnés, le FIDA a pris des mesures énergiques et a créé un groupe de travail interdépartemental sur les PEID, et élaboré un document officiel destiné à orienter son action dans les PEID de 2014 à 2019, et une stratégie d'action dans les pays présentant des situations de fragilité³. Le FIDA a aussi établi des programmes complets d'options stratégiques pour les pays (COSOP) pour certains plus grands PEID et des notes de stratégie de pays pour les plus petits, dans le but de coordonner ses interventions dans chaque pays.

II. Modalités actuelles d'action du FIDA dans les PEID

16. On estime que, depuis 1978, le FIDA a investi plus de 500 millions d'USD au profit des PEID, une somme répartie entre 78 projets dans 23 pays. L'action du FIDA a profité à plus de cinq millions d'individus, dont des petits exploitants agricoles, des habitants des zones rurales et des pêcheurs. Sur le plan des coûts, il est moins efficace d'intervenir dans les PEID que dans les économies de plus grande envergure, et la capacité d'absorption financière des PEID est relativement limitée. En outre, ces pays manquent de moyens techniques pour exécuter les projets de développement.
17. Le FIDA affecte ses ressources en fonction des besoins et de la performance, ce qui lui permet d'appliquer différents degrés de concessionnalité en fonction du niveau de développement des pays. La part des financements distribués aux PEID au moyen du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA varie légèrement d'un cycle de reconstitution à l'autre⁴: 3% pour FIDA7, 4% pour FIDA8, 5% pour FIDA9, 4% pour FIDA10 et 3% pour FIDA11. Conscient de la nécessité de pallier ces limites, le FIDA a décidé de nouer de nouveaux partenariats dans les PEID et de cultiver ceux déjà en place.

² Référentiel complet, l'indice de vulnérabilité multidimensionnel concernant les PEID permet de suivre les vulnérabilités structurelles qui empêchent les pays de parvenir à un développement durable.

³ FIDA, « Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité », 2016.

⁴ Cette variabilité s'explique par l'un des critères de sélection des pays, qui limite le nombre de pays admis à bénéficier des cycles successifs de prêt du FIDA conformément aux engagements de la reconstitution des ressources.

18. Le Fonds jouit d'un avantage comparatif dans les PEID, qui lui vient des connaissances et de l'expérience qu'il a acquises en plus de 40 ans d'opérations. Le FIDA dispose des compétences techniques et de l'expérience requises pour réaliser les trois objectifs proposés dans la présente stratégie, à savoir:
- i) intégrer le genre, la jeunesse, la nutrition et les changements climatiques dans les programmes d'investissement rural; ii) mettre au point des approches à petite échelle pour ce qui est des énergies renouvelables (les PEID ne peuvent capter les investissements nécessaires dans les énergies renouvelables, en raison du manque d'économies d'échelle et d'un rapport coût-efficacité défavorable); iii) mettre en œuvre des programmes axés sur les changements climatiques (par exemple, le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne).

A. Principaux enseignements tirés de l'action du FIDA dans les PEID

19. Un examen du portefeuille concernant les PEID a été mené pour étayer la formulation de la présente stratégie (voir l'appendice III pour plus de détails). Plusieurs enseignements clés s'en sont dégagés:
- i) Le rapport coût-efficacité des interventions menées dans les PEID est plutôt défavorable, en raison de la petite taille et de l'isolement géographique des îles. À cet égard, il est indispensable d'améliorer le ciblage, de parvenir à des économies d'échelle en regroupant les fonds issus de multiples sources, et de mettre à profit les outils numériques pour améliorer l'efficacité opérationnelle.
 - ii) Il est aussi impératif de coordonner les interventions humanitaires et celles axées sur le développement pour produire un impact dans les PEID fragiles.
 - iii) Une évaluation participative des besoins s'impose pour concevoir des programmes pertinents et améliorer les taux de participation des bénéficiaires ciblés. Il convient de planifier les projets de manière réaliste (en évitant l'excès d'ambition), tout en tenant compte des capacités d'exécution disponibles et de la complexité logistique associée à la coordination des interventions à cheval sur plusieurs îles. D'importantes ressources devraient être affectées au renforcement des capacités nationales (capacités techniques et de gestion), afin d'améliorer l'exécution des projets dans les PEID.
 - iv) Les modèles de partenariat public-privé (par exemple le Programme de financement rural, au Belize) constituent un outil efficace pour faciliter la mise en place de programmes d'accès aux financements dans les PEID. Pour établir ces programmes, il convient de prendre connaissance du contexte propre aux bénéficiaires ciblés. Des travaux supplémentaires sont requis pour aider les institutions financières locales à créer des services financiers ruraux mieux adaptés aux besoins des exploitants agricoles.

B. Principaux enseignements tirés de l'action des organismes des Nations Unies et des partenaires dans les PEID

20. Dans le cadre de la préparation de la présente stratégie, les approches appliquées par plusieurs organismes des Nations Unies et institutions internationales ont été examinées. Cet exercice a révélé que, s'agissant des enseignements tirés des actions menées dans les PEID, l'expérience du FIDA était très similaire à celle d'autres acteurs. L'expérience des partenaires a permis de mettre en évidence d'autres points particuliers:
- i) Il est essentiel de formuler des documents stratégiques officiels pour intervenir dans les PEID. De nombreux organismes des Nations Unies et institutions financières internationales (IFI) élaborent ou ont élaboré des documents de ce type pour orienter leurs interventions.

- ii) Plusieurs organismes des Nations Unies et IFI se tournent désormais vers une approche souple de programmation multipays pour répondre aux besoins et priorités recensés, de concert avec des organes politiques et économiques régionaux.

- 21. Les points clés des approches d'action retenues par plusieurs organismes des Nations Unies et partenaires de développement dans les PEID sont présentés à l'appendice II.

III. Étapes à suivre – la vision et les objectifs stratégiques du FIDA

- 22. Compte tenu de la présence de poches d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire dans la plupart des PEID et de l'échéance prochaine du Programme de développement durable, le FIDA a pour vision d'accroître son engagement et d'accélérer son impact à l'horizon 2030.
- 23. Le présent projet de stratégie prévoit la création d'économies rurales dynamiques et inclusives, où les individus et les ménages vivent à l'abri de l'extrême pauvreté et de la faim (objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2). En collaboration avec ses partenaires, le FIDA associera à sa démarche de programmation par pays une approche multipays souple, ce qui lui permettra de s'attaquer aux problèmes communs et aux effets de contagion.
- 24. La stratégie proposée s'appuie sur les politiques et les stratégies opérationnelles en vigueur au FIDA afin de garantir la parfaite cohérence des interventions nationales et régionales dans les PEID. En particulier, elle se fonde sur le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et reconnaît expressément les défis et vulnérabilités propres aux PEID. La présente stratégie s'inscrit aussi dans la droite ligne de l'approche adoptée par le FIDA dans le cadre des activités qu'il mène dans les situations de fragilité. La nécessité de différencier les propositions de valeur applicables aux pays à revenu intermédiaire et la politique connexe de reclassement sont également dûment prises en compte (on trouvera à l'annexe IV des informations plus détaillées sur la cohérence globale de la stratégie au regard des politiques du FIDA).

A. Objectifs stratégiques proposés

- 25. Les objectifs stratégiques proposés traduisent parfaitement les priorités thématiques de l'action du FIDA dans les PEID, comme définies dans le cadre de la contribution du Fonds aux Orientations de Samoa⁵. Ils guident l'action à mener de sorte à garantir la cohérence et la compatibilité des COSOP et des notes de stratégie de pays adoptés pour les différents pays.

Objectif stratégique n° 1. Promouvoir des systèmes alimentaires durables, inclusifs et qui tiennent compte des enjeux nutritionnels

- 26. En 2020, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, nous indiquait que le monde n'était pas en bonne voie pour éradiquer l'extrême pauvreté et la faim à l'horizon 2030 (objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2), car le nombre de personnes touchées par la faim, qu'elle soit physique ou invisible, était en augmentation. L'édition 2021 du rapport révèle que la COVID-19 a considérablement aggravé la situation et que des mesures à grande échelle s'imposent d'urgence pour mettre en œuvre le Programme 2030.

⁵ Voir le document intitulé « IFAD's approach in Small Island Developing States: A global response to island voices for food security » (disponible en anglais seulement).

27. La stratégie proposée contribuera à améliorer la nutrition des ménages ruraux dans les PEID, en intégrant des mesures de lutte contre toutes les formes de malnutrition, dont la dénutrition, les maladies non transmissibles et les problèmes y associés, dans l'ensemble des programmes de développement.
28. Pour les PEID bordés par la mer ou situés à proximité de l'océan, bien que la dimension océanique soit en soi un défi, elle permet aussi d'envisager la promotion de la pêche et de l'aquaculture à petite échelle au niveau national. Les PEID auront toutefois besoin d'un appui pour mettre à profit les possibilités offertes par les eaux océaniques.

Objectif stratégique n° 2. Promouvoir l'emploi non agricole en zone rurale et la création de microentreprises et de petites et moyennes entreprises

29. Compte tenu de leur faible superficie terrestre, la plupart des PEID possèdent peu de surfaces arables. En outre, comme l'environnement se dégrade, la rentabilité agricole d'une partie des terres diminue, ce qui limite le nombre de ménages qui peuvent dégager des revenus suffisants du secteur. Cette situation contribue au chômage de masse, particulièrement élevé chez les jeunes, et aux migrations économiques. Les emplois non agricoles et l'autoentrepreneuriat devraient être pris en compte dans le cadre plus large de l'économie rurale non agricole.
30. En milieu rural, de nombreux segments du secteur primaire ont des besoins énergétiques très faibles (de 100 W à 3 kW), mais les solutions énergétiques sont rares ou très chères dans les collectivités rurales. La promotion par le FIDA de sources d'énergie stables et abordables contribuera donc à améliorer la productivité agricole (par exemple, grâce au pompage d'eau pour l'irrigation) et les activités à petite échelle du secteur primaire. Le Fonds établira également des partenariats et des réseaux pour transposer les technologies des énergies renouvelables ou favoriser leur diffusion, l'accès aux financements y relatifs, le renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs en milieu rural, ainsi que la gestion des connaissances sur le déploiement de ces technologies sur le terrain.
31. Les mesures proposées au titre de cet objectif stratégique consistent à accroître et diversifier les revenus non agricoles et à stimuler l'emploi et la création de revenus issus de l'économie rurale non agricole (industries primaires, petites et moyennes entreprises) grâce à la transition vers des énergies propres. Parmi les activités prévues, citons la réalisation de réparations mineures sur les bateaux de pêche, la transformation agroalimentaire des poissons et produits agricoles, l'adoption d'approches numériques de vulgarisation agricole pour réduire les coûts des opérations, ainsi que le recours à des plateformes numériques d'information sur les marchés pour améliorer l'efficacité des marchés et mettre en relation les producteurs de produits alimentaires et légumes locaux avec des acheteurs potentiels (au sein des PEID et à l'extérieur), le secteur du tourisme et les marchés alimentaires spécialisés.
32. Pour que les fonds envoyés par les diasporas soient investis dans des infrastructures durables, qui contribuent à multiplier les débouchés dans les économies rurales non agricoles, le FIDA a mis en place en 2006 le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, qui est alimenté par de multiples donateurs. Ce mécanisme a permis de valoriser la contribution des envois de fonds, grâce à la promotion de modalités innovantes d'investissement et de transfert, de mécanismes inclusifs sur le plan financier, d'une éducation financière de meilleure qualité et de l'entrepreneuriat. La stratégie proposée s'appuiera sur les données d'expérience tirées du mécanisme pour cerner les meilleures pratiques relatives à l'exploitation des flux de fonds envoyés par les diasporas et reproduire les facteurs de réussite tirés des projets du FIDA menés en Haïti et en Jamaïque.

Objectif stratégique n° 3. Renforcer la résilience des ménages ruraux et des systèmes de production agricole face à l'évolution de l'environnement et aux changements climatiques

33. L'agriculture reste un facteur clé de prospérité pour les populations rurales, mais son existence est menacée par les défis environnementaux et climatiques. Il est crucial de renforcer la résilience des ménages ruraux à tous les niveaux, mais les financements sont limités. Souvent, les fonds sont dispersés entre plusieurs acteurs, ce qui crée une architecture complexe de bailleurs.
34. Face à ce défi, la présente stratégie propose de déployer un vivier croissant de spécialistes techniques du FIDA afin de: i) cerner les facteurs climatiques et environnementaux de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle; ii) apporter une assistance technique aux projets visant à renforcer la résilience des ménages ruraux. Il est prévu de mettre à profit le Programme pour la résilience du monde rural, actuellement mené par le FIDA, pour dégager les enseignements tirés des précédents projets sur les changements climatiques et de fournir un appui à grande échelle.
35. Les PEID pourraient bénéficier du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne du FIDA (ASAP+), dans le cadre d'une collaboration entre les divisions régionales et le personnel technique du Fonds. Dans ce contexte, il serait possible de définir des propositions régionales spécifiques et de contribuer à la conception de projets multipays flexibles, où la logique des opérations de prêt régionales (OPR) serait plus efficiente.
36. La stratégie propose également les mesures suivantes:
 - i) évaluer les possibilités d'appuyer la résilience climatique en mobilisant des fonds auprès de sources mondiales (par exemple, ASAP+, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds vert pour le climat);
 - ii) recenser les entités à accès direct (nationales/régionales) et les entités internationales accréditées et décider quelles seraient celles qui pourraient au mieux aider le FIDA à mobiliser des ressources supplémentaires;
 - iii) évaluer les solutions innovantes afin de mettre à l'étude le recours aux obligations vertes et aux obligations à impact social en tant qu'instruments financiers pour financer des projets nouveaux ou existants;
 - iv) examiner les possibilités d'investissement dans les méthodes de production économes en ressources, telles que l'aquaponie.

IV. Théorie du changement

37. **Vision stratégique:** augmenter l'impact en matière de développement des interventions du FIDA dans les PEID afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience des moyens d'existence de tous les ménages ruraux, en élargissant les possibilités de revenus agricoles et non agricoles à l'horizon 2030.

Figure 1

Théorie du changement de la Stratégie d'action dans les petits États insulaires en développement pour la période 2022-2027

Impact en matière de développement	<p>Accélération des progrès en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de résilience des ménages ruraux dans les PEID, par une agriculture paysanne rentable, un élargissement des possibilités économiques et la création de moyens d'existence</p>
Effet direct en matière de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption de systèmes alimentaires rentables et durables à tous les niveaux • Gamme élargie de possibilités de création d'entreprises non agricoles et de génération de revenus au profit des ménages ruraux • Résilience accrue des petits exploitants agricoles et des ménages ruraux face aux changements climatiques et aux chocs environnementaux
Principaux produits	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance accrue et capacités institutionnelles et techniques renforcées à tous les niveaux pour faciliter la conception et la mise en place de systèmes alimentaires durables • Apport d'investissements supplémentaires innovants et diversifiés à l'appui d'un développement inclusif profitant aux ménages ruraux dans les PEID • Transition aboutie des exploitants agricoles vers des systèmes alimentaires rentables et durables • Partenariats renforcés au service du développement des PEID
Domaines d'action	<ul style="list-style-type: none"> • Introduire une nouvelle approche de programmation adaptative, alliant des interventions au niveau des pays et des actions multipays et régionales • Optimiser les efforts de mobilisation de ressources pour appuyer l'investissement dans les zones rurales des PEID • Améliorer la présence dans les pays et la participation à l'élaboration des politiques afin de promouvoir une transformation durable et inclusive du monde rural • Établir de nouveaux partenariats stratégiques et renforcer en continu ceux déjà en place pour soutenir l'aide au développement dans les PEID
Enjeu de développement sous-jacent	<p>Les petits exploitants agricoles et les ménages ruraux des PEID ont accès à une gamme limitée de possibilités économiques et sont exposés à des vulnérabilités environnementales qui compromettent leur capacité à assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et à obtenir des moyens d'existence résilients.</p>

V. Considérations opérationnelles

A. Principes d'action

38. La stratégie proposée est en adéquation avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, dont l'ambition est de contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030 grâce à la transformation durable et inclusive du monde rural, soutenue notamment par une croissance impulsée par l'agriculture paysanne.
39. La stratégie sera guidée par les principes fondamentaux suivants:
- **Ciblage efficace.** L'exécution de la stratégie reposera sur des informations factuelles et des consultations, qui permettront de cibler les groupes vulnérables (par exemple, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes handicapées) dans le cadre de l'aide au développement. L'indice de vulnérabilité utilisé par le FIDA, qui est intégré à la formule de calcul du SAFP, continuera d'être appliqué pour maximiser les ressources allouées aux PEID. Il sera envisagé de procéder à des évaluations supplémentaires de la vulnérabilité (indice de vulnérabilité multidimensionnel concernant les PEID, par exemple) pour affiner l'allocation des ressources et maximiser l'impact.

- **Avancement des groupes vulnérables.** Étant donné que, dans nombre de PEID, les capacités techniques sont généralement limitées, il sera important de renforcer les perspectives offertes à tous les groupes afin que chacun puisse tirer parti des nouvelles possibilités économiques créées. Conformément aux dispositions de la Stratégie du FIDA sur la biodiversité, une attention particulière sera accordée à l'avancement des peuples autochtones, qui sont les principaux gardiens de la biodiversité des PEID.
- **Égalité femmes-hommes.** Pour que personne ne soit laissé de côté dans la transformation du monde rural des PEID, d'importants efforts seront consentis pour que des approches porteuses de transformation en matière de genre soient adoptées dans toutes les interventions du FIDA.
- **Innovation, apprentissage et reproduction.** Des interventions appropriées de gestion des connaissances et de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) seront mises en œuvre pour répertorier les exemples de projets fructueux et les enseignements tirés des échecs passés. Conformément à la Stratégie du FIDA relative aux technologies de l'information et des communications (TIC) au service du développement, le recours au numérique sera systématiquement privilégié dans les interventions du Fonds dans les PEID, de sorte que les TIC seront mises à profit pour remédier aux problèmes de connectivité et réduire les coûts d'exécution des opérations.
- **Flexibilité entre les sous-régions.** Cette flexibilité devrait découler d'une meilleure connaissance de la diversité des groupes sous-régionaux de PEID.

B. Modalités d'exécution proposées

40. L'exécution de la stratégie mettra particulièrement l'accent sur l'**efficacité**, l'efficacité des **partenariats** et l'accélération de l'**impact** des interventions du FIDA, à travers les modalités opérationnelles suivantes.

Nouvelle approche de programmation adaptative: d'une approche par pays à une logique régionale

41. La stratégie présente une grande innovation opérationnelle: une réflexion s'engage pour déterminer si le recours à une logique de programmation régionale est plus fonctionnel qu'une programmation par pays, compte tenu de la petite taille des PEID et du rapport coût-efficacité défavorable des interventions qui y sont menées. La stratégie permettra d'obtenir des résultats en matière de développement, selon une approche efficace au plan des coûts qui répond au mieux aux besoins des États membres. Le recours à une approche régionale permet de mettre en place des programmes flexibles, où les ressources peuvent par exemple être réaffectées d'une sous-région à l'autre en cas de besoin.
42. Pour mettre en œuvre cette approche, il faudra notamment élaborer un programme d'options stratégiques régional, sur lequel s'appuiera le FIDA pour assurer une harmonisation plus poussée avec les cadres stratégiques multipays des Nations Unies.

Optimisation des efforts de mobilisation de ressources pour appuyer l'investissement dans les zones rurales des PEID

43. Face aux difficultés et aux déficits de financement auxquels sont confrontés les PEID, il convient de mobiliser des ressources supplémentaires et des financements innovants pour garantir un accès stable et prévisible aux financements destinés aux petits exploitants agricoles et aux ménages ruraux pauvres. Les solutions présentées ci-après pourraient être utilisées pour mobiliser des fonds supplémentaires à l'appui de la mise en œuvre du présent projet de stratégie.

- a) **Renforcement de l'accès aux ressources de base du FIDA.** Les PEID admissibles continueront d'accéder aux ressources de base du Fonds par l'intermédiaire du SAFF, et aux ressources empruntées dans le cadre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées. L'un des principes fondamentaux sous-tendant l'accès des PEID aux ressources de base du FIDA est la différenciation. En outre, conformément à la Politique du FIDA en matière de reclassement, les pays en situation de fragilité et les PEID ont l'assurance qu'ils bénéficieront de dispositions particulières. Enfin, les PEID ont aussi accès aux dons ordinaires du Fonds; la Politique sur les dons ordinaires, adoptée en 2021, prévoit un accès amélioré différencié pour les PEID.
- b) **Fonds supplémentaires.** Le FIDA mobilise et gère un large éventail de ressources, en sus de celles provenant des contributions de base et des ressources empruntées mises à disposition au titre du Cadre d'emprunt intégré. Le Fonds étudiera les possibilités de mobilisation de fonds supplémentaires auprès des États membres qui se sont déclarés prêts à être « jumelés » avec des PEID particuliers. Des fonds supplémentaires pourront peut-être être obtenus auprès de donateurs publics. La mobilisation de financements climatiques supplémentaires offrira au FIDA une occasion unique d'intervenir dans de nouveaux domaines de travail. Le FIDA ciblera les fonds verticaux pour le climat et certaines initiatives spéciales à fort impact afin d'appuyer ses thématiques transversales. Il cherchera à aligner ses efforts de mobilisation de fonds sur les éventuelles priorités nouvelles, comme il l'a récemment démontré en créant le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Conformément à sa stratégie relative à la mobilisation de ressources supplémentaires, le Fonds continuera de privilégier les initiatives multidonateurs à plus grande échelle et réduira autant que possible le nombre d'initiatives indépendantes financées par un seul donateur dans les PEID.
- c) **Programme de participation du secteur privé au financement.** Ce programme mobilisera les réseaux du secteur privé (par exemple, le SIDS Global Business Network) pour que les ressources potentiellement disponibles puissent être exploitées. Certains des nouveaux instruments mis en place par le FIDA pour collaborer avec le secteur privé peuvent être utilisés; par exemple, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, il existe des produits financiers innovants permettant le groupement d'assurance pour la couverture des risques de catastrophe au niveau régional. Le Programme de participation du secteur privé au financement pourrait également être mis à profit pour étudier la possibilité de faciliter l'émission d'obligations vertes, qui offriraient alors un mécanisme de financement de substitution pour les PEID.
- d) **Envois de fonds par les diasporas.** Les ressources émanant des diasporas, dont le volume est au moins trois fois supérieur à l'aide publique au développement, sont indispensables pour les PEID. Le FIDA mobilisera plus avant son Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds afin de tirer parti des fonds transférés par les diasporas en direction des PEID et d'appuyer les approches innovantes destinées à valoriser ces financements.

Amélioration de la présence dans les pays et de la participation à l'élaboration des politiques

44. **Résultats améliorés grâce à une présence renforcée dans les pays.** Au travers de la stratégie et, plus particulièrement, de la mise en place d'un nombre limité de nouveaux bureaux de pays dans les sous-régions de PEID, le FIDA sera mieux à même d'offrir des services à ses clients et d'aligner son action sur les priorités de développement des États membres. Le renforcement de la présence dans les pays est l'un des piliers de la décentralisation en cours. Les

bureaux de pays sont équipés de tous les moyens nécessaires pour faciliter les relations avec les pouvoirs publics, augmenter le temps passé au contact des clients, améliorer la supervision des projets et promouvoir la collaboration stratégique avec les pays à l'appui de la mobilisation des ressources et de la participation à l'élaboration des politiques. Toutefois, étant donné que les PEID disposent généralement de capacités limitées et qu'il est difficile de maintenir en poste le personnel formé, diverses solutions seront mises à l'étude pour appuyer le renforcement des capacités des organismes partenaires (par exemple, par voie virtuelle) et fixer un nombre restreint de bureaux de pays par région.

45. **Renforcement de l'approche-programme du FIDA, au moyen de modalités redynamisées de gestion des connaissances et de CSST.** La stratégie proposée permettra d'accroître la qualité des interventions du FIDA dans les PEID, grâce à l'innovation, au partage des connaissances, aux partenariats et à la participation à l'élaboration des politiques. Compte tenu de la diversité des défis et possibilités propres aux PEID, le FIDA s'attachera à soutenir un éventail d'interventions hors prêts, notamment la CSST.

VI. Renforcement des partenariats et optimisation de la coordination

46. Faisant écho à l'appel à l'action lancé dans les Orientations de Samoa, qui invitait les différents acteurs à répondre aux besoins des PEID dans leurs domaines de compétence respectifs, plusieurs organismes des Nations Unies et IFI ont reconnu que le modèle de développement utilisé dans les grands pays ne pouvait s'appliquer aux PEID, qui connaissent des difficultés de développement particulières. Ainsi, les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres organismes des Nations Unies et des institutions de financement, telles que la Banque mondiale, ont élaboré des documents stratégiques dans le but d'orienter leur action dans les PEID. Des informations plus détaillées sont fournies à l'appendice II.
47. Pour favoriser la cohérence de l'action de l'ensemble des organismes des Nations Unies (principe d'unité d'action), le FIDA établira de nouveaux partenariats avec ces derniers ainsi qu'avec d'autres acteurs clés, et approfondira les liens existants pour développer des synergies, et mettre en lumière son avantage comparatif et son mandat.
48. La stratégie permettra de consolider les partenariats performants et d'en forger de nouveaux avec des partenaires ayant des domaines de compétence complémentaires afin de mettre à profit l'avantage comparatif du Fonds. Les organismes visés sont notamment les suivants:
- i) les **organismes des Nations Unies** pour le développement de synergies dans des domaines tels que: la CSST, la gestion des connaissances, la participation à l'élaboration des politiques et le renforcement des capacités;
 - ii) les pays ayant **une influence et des intérêts stratégiques** dans les PEID;
 - iii) les **financeurs du développement**, tels que les IFI et les banques régionales et nationales, qui pourraient mettre à profit les modèles de développement utilisés pour éliminer les obstacles spécifiques aux PEID;
 - iv) les **espaces de concertation** régionaux (par exemple, la Communauté des Caraïbes et le Forum des Îles du Pacifique), qui pourraient contribuer à garantir que les programmes du FIDA sont bien en adéquation avec les approches de développement nationales et régionales;
 - v) les **organisations régionales de producteurs** (par exemple l'Association des agriculteurs caribéens), qui peuvent contribuer à assurer la pertinence des projets au regard des besoins des exploitants agricoles.

VII. Risques et mesures d'atténuation

49. Un risque majeur pèse sur la stratégie, à savoir qu'il faut opérer des arbitrages entre la nécessité d'intervenir fréquemment pour répondre à des situations d'urgence à court terme (par exemple, aide alimentaire après un ouragan) et les plans de développement à long terme. Il est possible d'atténuer ce risque en définissant clairement les compétences techniques essentielles du FIDA et en nouant des partenariats avec des organismes dotés de compétences complémentaires.
50. Les risques considérés seront alignés sur la taxonomie des risques institutionnels au FIDA, qui sera régulièrement mise à jour sur la base d'une évaluation évolutive des risques et à l'aide des pratiques institutionnelles de gestion. On trouvera ci-après une analyse préliminaire des risques.

Tableau 1

Risques associés à la stratégie et mesures d'atténuation

<i>Risque</i>	<i>Notes sur le risque</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Exécution	<ul style="list-style-type: none"> Moyens techniques limités pour l'exécution des programmes Rapport coût-efficacité défavorable pour l'exécution des projets Le coût élevé de l'augmentation des effectifs grève le rapport coût-efficacité des projets. Les projets risquent de ne pas dépasser la phase pilote et de ne pas être reproduits ailleurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités des membres de personnel et des partenaires d'exécution Dégager des enseignements de l'opération de prêt régionale du FIDA au Sahel et de l'action d'autres institutions de financement du développement Créer de nouveaux bureaux de pays pour la gestion de l'exécution des projets Instaurer une collaboration interdépartementale et infrarégionale Mettre en place des outils de gestion des connaissances et de CSST pour promouvoir des approches innovantes d'apprentissage et de partage des connaissances Exploiter les outils dérivés des TIC pour remédier aux problèmes de connectivité
Financement	<ul style="list-style-type: none"> Évolution des priorités des donateurs dans les PEID en raison de la COVID-19 Longs délais d'instruction des propositions de financement soumises aux organismes internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Diversifier les efforts de mobilisation des ressources auprès de sources traditionnelles et nouvelles Instaurer une collaboration entre les divisions régionales et techniques pour maintenir une réserve stable de propositions de financement Se mettre en relation avec des donateurs prometteurs
Partenariats	<ul style="list-style-type: none"> Multiplicité des acteurs dans un secteur saturé et chevauchement des interventions dans certains PEID Nombre limité d'organismes dotés des capacités institutionnelles requises pour coordonner des projets et saturation des organismes compétents 	<ul style="list-style-type: none"> S'appuyer sur les compétences de base du FIDA et recenser les partenaires présentant d'autres avantages comparatifs Évaluer les partenaires pour dégager des domaines de complémentarité Fixer clairement les règles de participation et les attentes des partenaires
Visibilité et participation à l'élaboration des politiques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre limité d'agents du FIDA présents sur le terrain pour travailler en liaison avec les décideurs et les donateurs Absence de bureaux du FIDA dans certains PEID 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les solutions présentant un bon rapport coût-efficacité qui permettraient de renforcer la présence du FIDA sur le terrain Mettre en place une solide communication pour souligner la contribution de la stratégie en faveur des PEID Travailler en lien avec d'autres organismes des Nations Unies, donateurs, décideurs de haut niveau et prestataires de services Assurer une veille active des grands enjeux intéressant les PEID au niveau mondial, par exemple les Orientations de Samoa

VIII. Cadre de gestion des résultats et établissement de rapports

51. Un plan complet d'exécution de la stratégie sera établi une fois qu'elle sera approuvée. Il orientera la collecte d'informations utiles, l'idée étant d'intégrer les outils institutionnels de collecte de données et d'évaluation de l'impact en coopération avec la Division recherche et évaluation de l'impact et le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. Cela permettra d'évaluer les progrès accomplis au regard du cadre de gestion des résultats de la stratégie. Les indicateurs sont décrits à l'annexe I.
52. Les rapports relatifs à l'exécution de la stratégie seront établis à l'aide des cadres de gestions des résultats en place au niveau des pays, des cadres logiques individuels et des systèmes connexes de suivi-évaluation des projets dans les PEID afin de réduire au minimum leurs obligations de rapport.
53. Les rapports de mise en œuvre de la stratégie seront élaborés en combinant les indicateurs clés de niveau II du Cadre de gestion des résultats de FIDA¹², qui mesurent l'impact et les résultats en matière de développement, et les notations des effets directs obtenus dans le domaine du développement à l'achèvement des projets menés dans l'ensemble des PEID où un programme du FIDA est en cours pendant la période de référence considérée.
54. La direction rendra compte au Conseil d'administration de l'exécution de la stratégie d'action dans les PEID, dans le Rapport annuel sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE). Il est proposé d'intégrer dans le RIDE une annexe consacrée spécifiquement à l'exécution de la stratégie. La direction présentera également un rapport de situation lors de la Consultation sur FIDA¹³.

Cadre de gestion des résultats

<i>Domaine d'action</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>
Établir une nouvelle approche de programmation adaptative, passant d'une approche par pays à une logique régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de COSOP/notes de stratégie de pays pour les PEID alignés sur les cadres stratégiques multipays des Nations Unies • Nombre de documents d'orientation élaborés pour favoriser la programmation multipays • Nombre de nouvelles opérations de prêt régionales dans les PEID
Optimiser les efforts de mobilisation de ressources pour appuyer l'investissement dans les zones rurales des PEID	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de nouvelles sources de financement • Part des investissements injectés dans les PEID qui ne provient pas des ressources de base • Nombre de propositions soumises aux organismes mondiaux de financement œuvrant dans le domaine de l'environnement et du climat • Montant des financements climatiques mobilisés • Montant des financements issus des diasporas qui sont exploités au profit du développement des PEID • Nombre d'États membres fournissant des fonds supplémentaires pour le développement des PEID • Montant des cofinancements obtenus auprès des partenaires pour appuyer les projets du FIDA dans les PEID
Améliorer la présence dans les pays et la participation à l'élaboration des politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de bureaux de pays du FIDA créés dans les PEID • Nombre d'espaces de concertation nationaux qui collaborent avec le FIDA • Nombre d'espaces de concertation communs aux PEID qui collaborent avec le FIDA
Renforcer les partenariats et optimiser la coordination	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveaux partenariats et alliances établis • Nombre de documents consacrés à la gestion des connaissances et à la CSST qui sont élaborés pour améliorer la conception, l'exécution et la coordination des projets • Nombre d'outils TIC et numériques mis au point pour mettre en œuvre la stratégie • Nombre de nouveaux projets cofinancés avec des partenaires • Nombre de sessions techniques programmatiques coorganisées avec les partenaires

Les PEID en quelques faits et chiffres

Tableau 1
Quelques chiffres en bref

<i>Chiffres clés</i>	<i>Description</i>
Géographie et situation administrative	
58	Nombre total de PEID, parmi lesquels <ul style="list-style-type: none"> • 38 sont membres de l'ONU • 20 sont non-membres de l'ONU/membres associés de commissions régionales
28 fois plus grande	Superficie des eaux océaniques relevant de la compétence des PEID par rapport à leur superficie terrestre
575,3 milliards d'USD	PIB total des PEID
Démographie	
1%	Proportion de la population mondiale résidant dans les PEID
70 millions	Nombre total d'habitants des PEID (estimations de 2018), répartis comme suit: <ul style="list-style-type: none"> • Hommes: 35,2 millions • Femmes: 34,7 millions Ruraux: 27 millions Urbains: 44 millions
1,3%	Taux annuel moyen de croissance démographique; il a reculé de 1,6% pendant la période 1990-1995.
11,33 millions	Nombre total d'habitants résidant dans le PEID le plus peuplé (Cuba)
1 600	Nombre total d'habitants résidant dans le PEID le moins peuplé (Nioué)
Repères historiques – efforts de développement des PEID	
1992	Les PEID sont officiellement reconnus par la communauté internationale comme un groupe de pays unique, en raison des enjeux environnementaux et de développement qui leur sont propres.
1994	La communauté internationale se réunit à la Barbade pour définir un menu d'actions, inscrit dans le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (Programme d'action de la Barbade), à l'appui du développement durable des PEID.
2005	La Stratégie de Maurice est mise en place pour combler les lacunes dans la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade.
2014	La communauté internationale se réunit au Samoa avec l'objectif de tracer une nouvelle trajectoire de développement durable pour les PEID.
2015	Mise en place de la Plateforme de partenariat pour les PEID
2019	Examen à mi-parcours de la mise en œuvre des Orientations de Samoa
2020	L'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution (développement durable: suivi et application des Orientations de Samoa), qui soutient la coordination de l'action menée sous l'égide des Nations Unies sur la base de l'indice de vulnérabilité multidimensionnel concernant les PEID.
2021	Lancement de la Stratégie d'action du FIDA dans les petits États insulaires en développement pour la période 2022-2027

Tableau 2
Indicateurs de développement humain établis pour différents PEID en 2021

<i>Pays</i>	<i>Position occupée dans le classement mondial de l'indice de développement humain</i>	<i>Espérance de vie à la naissance (années)</i>	<i>Nombre moyen d'années de scolarité (années)</i>	<i>Revenu national brut par habitant (USD)</i>
Bahamas	58	73,9	11,4	33 747
Barbade	58	79,2	10,6	14 936
Seychelles	67	73,4	10,0	26 903
Maurice	66	75,0	9,5	25 266
Cuba	70	78,8	11,8	8 621
Trinité-et-Tobago	67	73,5	11,0	26 231
Saint-Kitts-et-Nevis	74	74,8	8,7	25 038
Sainte-Lucie	86	77	8,9	11 044
Maldives	95	78,9	7	17 417
Saint-Vincent-et-les Grenadines	97	72,5	8,8	12 378
Fidji	93	67,4	10,9	13 009
Belize	110	74,6	9,9	6 382
Jamaïque	101	74,5	9,7	9 319
Cabo Verde	126	73	6,3	7 019
Guyana	122	69,9	8,5	9 455
Vanuatu	140	70,5	7,1	3 105
Sao Tomé-et-Principe	135	70,4	6,4	3 952
Kiribati	134	68,4	8	4 260
Guinée équatoriale	145	58,7	5,9	13 944
Comores	156	64,3	5,1	3 099
Papouasie-Nouvelle-Guinée	155	64,5	4,7	4 301
Îles Salomon	151	73	5,7	2 253
Haïti	170	64	5,6	709

Source: Programme des Nations Unies pour le développement, « Rapport sur le développement humain 2020 ».

Tableau 3
Nombre de PEID représentés dans les cycles de reconstitution du FIDA

<i>Sous-région</i>	<i>FIDA7</i>	<i>FIDA8</i>	<i>FIDA9</i>	<i>FIDA10</i>	<i>FIDA11</i>
Asie et Pacifique	3	11	5	3	4
Atlantique, océan Indien, Méditerranée et mer de Chine méridionale	4	6	6	6	3
Amérique latine et Caraïbes	3	7	6	6	4
Total	10	24	17	15	11

Tableau 4
Contribution des envois de fonds au PIB d'un certain nombre de PEID en 2020 (en %)

<i>PEID</i>	<i>Envois de fonds, exprimés en pourcentage du PIB</i>	<i>Année</i>
Cabo Verde	14,4	2020
Dominique	10,4	2020
Jamaïque	22,2	2020
République dominicaine	10,6	2020
Saint-Kitts-et-Nevis	2,8	2020
Saint-Vincent-et-les Grenadines	5,4	2020
Tonga	37,2	2019
Tuvalu	1,9	2019

Source: Catalogue de données, microdonnées de la Banque mondiale.

Tableau 5
Part des envois de fonds (en pourcentage) dans le PIB des PEID en 2019 et 2020

<i>Envois de fonds des migrants (en millions d'USD)</i>	<i>Part des envois de fonds dans le PIB en 2020 (en %)</i>		
	2019	2020	
Antigua-et-Barbuda	25	25	1,8
Bahamas	-	-	-
Barbade	108	108	2,5
Belize	97	93	5,6
Cabo Verde	236	244	14,4
Comores	169	161	13,2
Cuba	-	-	-
Dominique	49	49	10,4
Fidji	287	312	7,2
Grenade	48	48	4,7
Guinée-Bissau	151	123	8,6
Guyana	380	361	6,3
Haïti	3 327	3 111	21,8
Îles Cook	-	-	-
Îles Marshall	31	31	13,2
Îles Salomon	25	28	1,8
Jamaïque	2 563	2 956	22,2
Kiribati	20	19	9,5
Maldives	4	4	0,1
Maurice	319	272	2,4
Micronésie (États fédérés de)	23	23	5,7
Nauru	-	-	-
Nioué	-	-	-
Palaos	2	2	0,9
Papouasie–Nouvelle-Guinée	3	2	0,0
République dominicaine	7 421	8 332	10,6
Sainte-Lucie	43	41	2,4
Saint-Kitts-et-Nevis	26	26	2,8
Saint-Vincent-et-les Grenadines	47	44	5,4
Samoa	147	150	18,7
Sao Tomé-et-Principe	11	6	1,4
Seychelles	24	10	0,9
Suriname	1	1	0,0
Timor-Leste	100	155	8,7
Tonga	190	194	37,7
Trinité-et-Tobago	143	178	0,8
Tuvalu	-	-	-
Vanuatu	75	76	8,8
Total	16 095	17 185	Moyenne: 7,8

Source: Catalogue de données, microdonnées de la Banque mondiale.

Table 6
Vue d'ensemble des enjeux alimentaires et nutritionnels dans les PEID

<i>Problème alimentaire et nutritionnel</i>	<i>Description</i>	<i>Chiffre</i>
Sous-alimentation	Retard de croissance chez l'enfant	Plus de 20% dans les PEID les plus pauvres
Obésité	Mortalité adulte liée aux maladies non transmissibles	75% dans les PEID du Pacifique
	Taux d'obésité chez l'adulte	33% dans les PEID des Caraïbes
	Taux d'obésité chez la femme adulte	50% dans cinq PEID
Importations alimentaires	Proportion d'importations alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 50% dans les PEID du Pacifique et des Caraïbes • 80% d'aliments importés dans la moitié des PEID
Santé humaine	Taux de mortalité néonatale	3,2% (32 décès pour 1 000 naissances d'enfants vivants)
Espérance de vie	Espérance de vie moyenne dans les PEID	70 ans (contre 55 ans en 1960)

Tableau 7
Accès à l'énergie et à l'emploi dans les PEID

<i>Indicateur</i>	<i>Description</i>	<i>Chiffre</i>
Accès à l'électricité	Accès de la population urbaine à l'électricité	92%
	Accès de la population rurale à l'électricité	67%
Énergies renouvelables	Part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale	24%
Taux de chômage	Proportion de la population active totale sans emploi	9,9%
	Proportion de la population active sans emploi (femmes)	11,5%
	Proportion de la population active sans emploi (hommes)	6,8%
Part de l'agriculture dans le nombre total d'emplois	Emplois dans le secteur agricole Total	18% (contre 30% en 1991)
	Emplois dans le secteur agricole (femmes)	19,2%
	Emplois dans le secteur agricole (hommes)	17,7%
	Emplois dans le secteur agricole (Caraïbes)	10,7%
	Emplois dans le secteur agricole (Pacifique)	31%
	Emplois dans le secteur agricole (Autres)	19%
Population rurale	Part de la population rurale dans la population totale	40,4% (contre 71% en 1960)
Terres agricoles	Part de la surface agricole dans la superficie totale	32,6%

Source: Banque mondiale, 2020.

Remarque: Les chiffres de la Banque mondiale concernent les petits États (et non uniquement les PEID, sauf indication contraire).

Pauvreté rurale et conséquences de la COVID-19 dans les PEID membres du FIDA

1. La biodiversité agroécologique – qui sous-tend généralement les systèmes de production alimentaire des PEID du Pacifique – et les réseaux d'échange et d'entraide mobilisés en cas d'épreuve se sont érodés ces derniers temps. L'impact de ces changements sur la santé humaine et la sécurité nutritionnelle dans les PEID est illustré dans le tableau 6 de l'annexe II⁶. En moyenne, les PEID des Caraïbes et du Pacifique dépensent 20% de leurs recettes d'exportation pour leurs importations alimentaires, contre 5% en moyenne au niveau mondial^{7,8}. Les PEID enregistrent déjà des taux élevés de mortalité et de handicap liés à la nutrition. La sous-alimentation s'établit en moyenne autour de 17% dans les PEID, tandis que les retards de croissance touchent plus de 20% des enfants dans cinq des PEID les plus pauvres. Dans les PEID du Pacifique, 70% des adultes sont en surpoids et 77% des décès sont imputables aux maladies non transmissibles. Dans cinq PEID des Caraïbes, plus de la moitié des femmes adultes sont obèses. Les conséquences sur l'économie et la santé publique sont lourdes. Plus de 20% des enfants présentent un retard de croissance dans les cinq PEID les plus pauvres.
2. **Conséquences de la COVID-19 dans les PEID.** D'après les projections, dans l'ensemble des PEID, la récession économique devrait exacerber la pauvreté, en raison de l'affaiblissement considérable de la capacité des insulaires à résister aux catastrophes naturelles futures et à la dégradation de l'environnement. D'après les perspectives économiques publiées par le Fonds monétaire international en avril 2021, le PIB de nombreux PEID devrait connaître une hausse interannuelle par rapport à 2020. Par exemple, selon les projections, le taux de croissance du PIB devrait atteindre 1,8% aux Seychelles (moins 13% en 2020), 6,6% à Maurice (moins 15% en 2020), 18,9% aux Maldives (moins 19% en 2020), 3,1% à Sainte-Lucie (moins 17% en 2020), 3,2% à Vanuatu (moins 8% en 2020) et 1% aux Îles Salomon (moins 5% en 2020). Le Fonds monétaire international prévoit néanmoins un recul, quoique moins sévère, du PIB dans certains PEID, par exemple, moins 1,5% à la Grenade, contre moins 13,5% en 2020. Cette amélioration des perspectives économiques témoigne généralement de l'assouplissement des restrictions de voyage et de la réouverture progressive des pays à travers le monde. Les conséquences de la COVID-19 dans les PEID sont décrites ci-dessous.
 - **Effondrement des revenus tirés du tourisme et des services connexes.** Le tourisme est un secteur clé d'activité dans de nombreux PEID, puisque sa part moyenne dans le PIB se chiffre à environ 30% et atteint même 40% dans certains pays, tels que les Maldives et les Bahamas⁹. L'Organisation mondiale du commerce estime que les restrictions généralisées des voyages internationaux ont entraîné en 2020 une baisse des arrivées de touristes internationaux de l'ordre de 20 à 30%, ce qui a provoqué une réduction des revenus nationaux.
 - **Conséquences pour l'agriculture et les prix des denrées alimentaires.** Il est estimé que la forte dépendance des PEID à l'égard des importations alimentaires accroît les prix des denrées alimentaires en cas de perturbation

⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Programme d'action mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement », page 81, 2017.

⁷ Ce chiffre est bien supérieur dans certains PEID; il atteint par exemple 48% en Jamaïque, 49% à la Barbade et 67% à Saint-Kitts-et-Nevis (<http://data.un.org/>).

⁸ Hickey, G.M. et N. Unwin, « Addressing the triple burden of malnutrition in the time of COVID-19 and climate change in Small Island Developing States: what role for improved local food production? », *Food Security*, vol. 12, numéro 5, pages 831 à 835, 2020 (disponible en anglais seulement).

⁹ La part des recettes fiscales tirées du tourisme peut atteindre 50% (Maldives, Seychelles, Grenade et Saint-Kitts-et-Nevis).

des chaînes d'approvisionnement¹⁰. Les pertes et le gaspillage de produits alimentaires locaux ont augmenté en raison de la fermeture des épiceries, hôtels, restaurants et compagnies aériennes, qui constituent les principales voies d'écoulement de ces produits.

- **Forte baisse des envois de fonds des diasporas.** Les envois de fonds représentent plus de 30% du PIB de certains PEID. Dans le sillage de la réduction des envois de fonds des diasporas, les possibilités de création d'emplois et d'investissement dans le secteur agricole se sont réduites comme peau de chagrin¹¹.
- **Réduction des options de financement.** Avant la pandémie, les PEID consacraient 15% (deux fois plus que la moyenne mondiale) de leurs recettes d'exportation et en moyenne 5,3% de leur PIB au service de la dette nationale¹². Comme la COVID-19 a entraîné une baisse des recettes d'exportation, la charge du service de la dette (et, avec elle, les risques de défaut sur la dette extérieure) s'est accrue. Il est probable que ces défis soient exacerbés par la poursuite de la pandémie et l'Assemblée générale des Nations Unies s'en est inquiétée dans une résolution récente sur les PEID¹³.

¹⁰ Les importations alimentaires des PEID représentent entre 15 et 30% de toutes les importations de marchandises; c'est deux fois plus que la moyenne mondiale.

¹¹ On peut inclure aussi ici les possibilités manquées ou repoussées de transposer à plus grande échelle les enseignements tirés du projet pilote du FIDA sur les envois de fonds de la diaspora en Haïti et en Jamaïque, qui pourrait servir de modèle d'activité pour les PEID.

¹² Le Département des affaires économiques et sociales (ONU) indiquait en 2020 que, dans certains PEID, comme la République dominicaine, la Jamaïque et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce chiffre s'élevait à 25% des recettes d'exportation.

¹³ La résolution sur les PEID adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 décembre 2020 reconnaît cet état de fait.

Cohérence au regard des politiques et stratégies opérationnelles en vigueur au FIDA

1. Le présent document stratégique s'appuie sur les projets et les programmes précédemment menés par le FIDA, ceux actuellement en cours, ainsi que l'évolution des modalités d'intervention du Fonds dans les PEID. On a veillé tout particulièrement à ce que la stratégie s'inscrive en cohérence avec les politiques, stratégies et cadres opérationnels suivants:
 - Les Orientations de Samoa, approuvées en 2014, constituent le cadre clé des Nations Unies pour le développement durable des PEID. Selon l'examen à mi-parcours du cadre, des lacunes importantes doivent encore être comblées pour parvenir à sa pleine mise en œuvre, et son efficacité varie d'un pays à l'autre. La stratégie d'action du FIDA dans les PEID vise à corriger les lacunes observées dans ses domaines de compétence, à l'aide de programmes de pays concertés et équilibrés pour les PEID.
 - La stratégie témoigne de la hiérarchisation thématique des interventions du FIDA dans les PEID, telle que définie dans son Cadre stratégique pour 2016-2025, et s'appuie sur les ancrages stratégiques décrits dans le document d'orientation de 2014, consacré à l'approche du FIDA dans les PEID (« IFAD's approach in Small Island Developing States: A global response to island voices for food security », disponible en anglais seulement). Les objectifs stratégiques proposés et les domaines thématiques associés contribuent à éliminer les obstacles propres aux PEID, tout en traçant les orientations générales à suivre pour assurer la cohérence et la compatibilité des COSOP et des notes de stratégie de pays élaborés par le FIDA pour les PEID.
 - La stratégie est conforme à la Politique du FIDA en matière de reclassement, qui a vocation à canaliser les ressources financières en direction des États les plus pauvres et les plus vulnérables. Ainsi, il a été convenu au cours de la Consultation sur FIDA12 que les ressources de base du Fonds seraient allouées en intégralité (100%) aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont des PEID, et que les prêts accordés aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure seraient entièrement financés à l'aide de ressources empruntées. La stratégie souligne que les PEID à revenu intermédiaire de la tranche supérieure continueront d'accéder aux ressources empruntées du FIDA, l'enveloppe disponible étant au moins égale à celle de FIDA11 et pouvant atteindre jusqu'à 20% des ressources totales.
 - Au titre de la Politique du FIDA sur les dons ordinaires (2021), l'amélioration de l'accès aux financements est recherchée de manière prioritaire pour les PEID, en particulier lorsque ces financements sont essentiels à la réussite des opérations de prêt régionales du FIDA. Cet accès renforcé pourrait être ouvert aux PEID classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, à condition que leur participation ait un effet positif sur d'autres PEID classés dans la catégorie des pays à faible revenu ou des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
 - Les PEID bénéficieront du Cadre d'emprunt intégré du FIDA. Les ressources disponibles au titre du Cadre d'emprunt intégré se présentent sous la forme à la fois de prêts et de dons et sont gérées pour le compte de divers partenaires selon un éventail de dispositions juridiques et administratives. Le FIDA étudiera les possibilités de mobiliser des fonds supplémentaires au profit des PEID en s'adressant aux États membres qui se sont déclarés prêts à être « jumelés » avec certaines îles. Faisant écho au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à l'Accord de Paris, la Stratégie

d'action du FIDA dans les PEID est axée sur les difficultés associées à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté rurale et aux changements climatiques.

- Elle s'inscrit en adéquation avec l'indice de vulnérabilité multidimensionnel concernant les PEID, nouveau cadre qui intègre un indice global de suivi des vulnérabilités structurelles dans les pays. Cet indice vise à: i) déterminer les principales sources de vulnérabilité correspondant à chaque catégorie de PEID; ii) comprendre dans quelle mesure la vulnérabilité structurelle peut entraver la réalisation des objectifs de développement durable dans les différentes catégories de PEID; iii) définir des mécanismes financiers et des trajectoires de développement adaptés à chaque catégorie de PEID.
- Le Rapport sur FIDA12 indique que certains PEID sont inscrits sur la liste des pays présentant des situations de fragilité. Des dispositions spéciales ont été incluses dans les Principes et critères applicables aux financements du FIDA pour garantir que les PEID et les pays en situation de fragilité restent admis à bénéficier des ressources concessionnelles. Selon la Politique du FIDA en matière de reclassement, la différenciation du degré de concessionnalité des ressources de base est déterminante pour passer de conditions particulièrement concessionnelles et semi-concessionnelles à des conditions ordinaires. À ce titre, les PEID bénéficient de toutes les dispositions inscrites dans la Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité et dans le Programme spécial pour les pays comportant des situations de fragilité (2019).
- Compte tenu de la forte vulnérabilité des PEID face aux catastrophes naturelles, les modalités d'intervention du Fonds tiennent dûment compte de ses propres Directives pour le relèvement rapide après une catastrophe. Une attention particulière est accordée au respect des principes « ne pas nuire » et « reconstruire en mieux », inscrits dans ces directives. Les interventions actuelles et futures sont et seront toutes destinées à accroître la résilience des actifs (actifs matériels et capital humain) des populations rurales face aux chocs à venir.
- En outre, la présente stratégie a été formulée de sorte à s'accorder avec les efforts déployés par le FIDA pour intégrer le climat, le genre, la nutrition et la jeunesse, et notamment avec la version actualisée de la Stratégie et du plan d'action dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025. Conformément aux dispositions de la Stratégie du FIDA sur la biodiversité, une attention particulière sera accordée à l'avancement des peuples autochtones, qui sont les principaux gardiens de la biodiversité des PEID. On cherchera activement à affiner le ciblage pour atteindre les personnes handicapées vivant en milieu rural. Le FIDA forgera des partenariats avec des institutions inclusives (notamment avec des organisations à assise communautaire représentatives) qui pourront l'aider à exploiter les potentialités des femmes. Il mesurera l'avancement des femmes et l'intégration des questions de genre au moyen du cadre de gestion des résultats à toutes les étapes du cycle de projet. Pour les projets en cours, la dimension de genre et l'efficacité de l'approche de ciblage seront systématiquement mesurées, comme indiqué dans les rapports sur l'état d'avancement des projets. À l'achèvement des projets, l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes seront mesurés et feront l'objet d'un rapport. Toutes les données relatives aux produits et aux effets directs seront ventilées par sexe.
- Il est admis que, dans les PEID, le secteur privé joue un rôle crucial dans la mobilisation de financements innovants et d'outils novateurs (comme les outils numériques). À cette fin, le FIDA réglera son action sur sa propre stratégie de collaboration avec le secteur privé et mettra particulièrement

l'accent sur la complémentarité et l'additionnalité lorsque les sources de financement publiques et privées seront combinées.

- Conformément à sa stratégie relative à la mobilisation de ressources supplémentaires, le Fonds continuera de privilégier et de promouvoir les initiatives multidonateurs à plus grande échelle et cherchera à réduire autant que possible le nombre d'initiatives indépendantes financées par un seul donateur dans les PEID.

IFAD SIDS Membership

Classifications of IFAD's SIDS, and categorization of Small States by the World Bank

Countries	IFAD SIDS? (Y/N)	Small States? (Y/N)	Country Classification WB June 2021	IFAD Division
<i>SIDS-Africa</i>				
Cabo Verde	Y	Y	LMIC	WCA
Comoros	Y	Y	LMIC	ESA
Guinea-Bissau	Y	Y	LIC	WCA
Maldives	Y	Y	UMIC	ESA
Mauritius	Y	Y	UMIC	ESA
São Tomé and Príncipe	Y	Y	LMIC	WCA
Seychelles	Y	Y	HIC	WCA
<i>SIDS-Caribbean</i>				
Antigua and Barbuda	Y	Y	HIC	LAC
Bahamas, The	Y	Y	HIC	LAC
Barbados	Y	Y	HIC	LAC
Belize	Y	Y	UMIC	LAC
Cuba	Y	N	UMIC	LAC
Dominica	Y	Y	UMIC	LAC
Dominican Republic	Y	N	UMIC	LAC
Grenada	Y	Y	UMIC	LAC
Guyana	Y	Y	UMIC	LAC
Haiti	Y	N	LMIC	LAC
Jamaica	Y	Y	UMIC	LAC
Saint Kitts and Nevis	Y	Y	HIC	LAC

Saint Lucia	Y	Y	UMIC	LAC
Saint Vincent and the Grenadines	Y	Y	UMIC	LAC
Suriname	Y	Y	UMIC	LAC
Trinidad and Tobago	Y	Y	HIC	LAC
<i>SIDS-Pacific</i>				
Cook Islands	Y	N	HIC**	APR
Fiji	Y	Y	UMIC	APR
Kiribati	Y	Y	LMIC	APR
Marshall Islands	Y	Y	MIC	APR
Federated States of Micronesia	Y	Y	LMIC	APR
Nauru	Y	Y	HIC	APR
Niue	Y	N	HIC	APR
Palau	Y	Y	HIC	APR
Papua New Guinea	Y	N	LMIC	APR
Samoa	Y	Y	UMIC	APR
Solomon Islands	Y	Y	LMIC	APR
Timor-Leste	Y	Y	LMIC	APR
Tonga	Y	Y	UMIC	APR
Tuvalu	Y	Y	UMIC	APR
Vanuatu	Y	Y	LMIC	APR

*UMIC-Upper Middle-Income Country

*LMIC-Lower Middle-Income Country

*MIC-Middle Income Country

*HMIC-Higher Middle-Income Country

*HIC -High Income Country

Highlights of approaches of selected UN and development partners engagement in SIDS

Organization	Specific plan on SIDS?	Regional or country programme approach in SIDS?	Notes on approaches of engagement in SIDS
FAO	No formal strategy document, but has an "Action Programme" paper	Not stated explicitly. Action Programme paper states actions that can be carried out at both regional and country specific	<p>FAO supports SIDS mainly through technical assistance and policy analysis/advisory services to transform food systems to improve nutrition-sensitivity, resilience, sustainability and empower SIDS to lead healthy and productive lives. FAO has collaborated with other UN agencies to develop a document "<i>Global Action Programme on Food Security and Nutrition in Small Island Developing States (GAP)</i>" which articulates their work on SIDS, in response to the implementation of SAMOA Pathway. Aligned with existing strategies rather than as a blueprint strategic document in itself¹⁴, the three key objectives of the GAP are:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Strengthen the enabling environment for food security and nutrition ○ Improve the sustainability, resilience and nutrition-sensitivity of food systems ○ Empower people and communities for food security and nutrition
WFP	Two interim sub-regional strategy documents for Pacific and Caribbean regions respectively	Both country specific and flexible multi-country approach	<p>WFP adopts a flexible multi-country approach that help address individual country needs and priorities while working in concert with political and economic regional bodies. Interim sub-regional strategic plans have been developed:</p> <p><i>Pacific Interim Multi Country Strategic Plan (2019-2022)</i></p> <p>The multi-country strategic plan aims to improve the capacity of the Pacific SIDS to reduce risk and improve response to disasters to contribute to the building of a resilient Pacific Community. Working in close collaboration with partners, especially FAO and UNDP, WFP's approach is to build national capacities to support mechanisms to deliver multi-country strategic plan¹⁵</p> <p><i>Interim strategic plan (Jan 2020 -De 2021) for the Caribbean region</i></p> <p>The sub-regional Plan identifies priority actions in the Caribbean and reflects the dual humanitarian and development mandate of WFP. It aims to strengthen the capacities of national and regional actors in the target countries to improve emergency response and reduce the need for external intervention. The Plan focuses primarily on several Caribbean SIDS, oversea counties and includes three coastal countries¹⁶</p>

¹⁴ FAO 2017 Global Action Programme on Food Security and Nutrition in Small Island Developing States 73 pp

¹⁵ The countries included in the Strategic Plan are Cook Islands, Fiji, the Federated States of Micronesia, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, Papua New Guinea, the Marshall Islands, Samoa, Solomon Islands, Tokelau, Tonga, Tuvalu and Vanuatu

¹⁶ These are Anguilla, Antigua and Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbados, Belize, Bermuda, British Virgin Islands, Cayman Islands, Curaçao, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, Montserrat, Saint Lucia, Saint Kitts and Nevis, Saint Vincent and the Grenadines, Sint Maarten, Suriname, Trinidad and Tobago, and Turks and Caicos Islands.

UNIDO	UNIDO's Small Island Developing States Strategy, 2019–2025	Regional/ sub-regional approach, country-specific needs also	UNIDO has developed a SIDS strategy to streamline and strengthen its interventions in SIDS aimed at achieving Inclusive and Sustainable Industrial Development in the region. The approach is aligned to achieve four development results: (i) Creating prosperity and inclusive growth, (ii) Advancing economic competitiveness (iii) Safeguarding the environment through cleaner production technologies and resource efficient practices, (iv) Strengthening knowledge and institutions for long-term development. UNIDO targets SIDS regional and sub-regional programmes to respond to the needs of SIDS as a group but also focuses on the specific needs of individual country.
UNESCO	Adopted a five-year "Action Plan for SIDS" in 2016.	Not stated explicitly	<p>Has developed a five-year "Action Plan for SIDS" (2016-2021) in 2016 in response to the "Samoa Pathway" and to integrate its priorities across all of its programs¹⁷. The document aligns with exiting strategic documents, but not a specific strategy document for SIDS by itself.</p> <p>The Action Plan focuses on five priority areas, consistent with UNESCO's mandate:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Enhancing SIDS capacities through improving education, and institutional capacities • Enhancing SIDS resilience and the sustainability of human interactions with ecosystems • Supporting SIDS to promote social transformations, social inclusion and social justice • Preserving cultural heritage and culture to improve sustainable development in SIDS <p>Increasing connectivity, information management and knowledge-sharing</p>
UNDP	Not stated explicitly	Organizes its support under four sub-regional activities ¹⁸	UNDP's supports in SIDS focuses on climate change adaptation. With funding provided mainly by Global Environment Facility (GEF), Least Developed Country Fund (LDCF), Adaptation Fund (AF), Special Climate Change Fund (SCCF), and the Government of Australia, UNDP organizes its work under four sub-regional SIDS programmes: Pacific SIDS, Caribbean SIDS, African SIDS and Asian SIDS respectively

¹⁷ UNESCO 2016. Small Island Developing States – UNESCO's Action Plan. UNESCO, Paris. 32pp.

¹⁸ UNDP Support to Small Island Developing States <https://www.adaptation-undp.org/projects/undp-sids>

World Bank	Has an "engagement document for Small States". But no specific SIDS strategy.	Adopts both country specific and, flexible multi-country approaches for small states	<p>The World Bank Group does treats SIDS as a component of "small states" group of countries. The Bank responds to the special development needs of small states through the "Small States Forum", and anchored on four pillars: (i) Improving development finance (ii) innovative disaster and climate financing mechanisms (iii) facilitating private investment and diversification (iv) strengthening the capacity of SIDS¹⁹. The Bank adopts a regional or multi-country level approaches in its strategic and operational activities. The approach aims at mitigating the challenges of limited capacity that negatively impact on program design and implementation in SIDS²⁰.</p> <p>In response to the challenges of eligibility for concessional financing and capacity to engage in competitive finance market that small sates face, the WBG has developed innovative solutions tailored to address interrelated development and financing issues of small states. These include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Preferential treatment in terms of access and concessionality, such as invoking exceptional criteria for small states based on per capita income, vulnerability to natural disasters and climate change, and limited access to commercial debt • Disaster and climate financing mechanisms for small states that are not eligible for IDA financing. • Regional risk insurance pools in the Caribbean and Pacific regions. • Economic diversification and resilience building in key sectors including agriculture • De-risking and credit-enhancing tools to small states.
------------	---	--	---

¹⁹ World Bank 2019. World Bank Group support to Small States, Washington 53 pp

²⁰ World Bank 2016 World Bank Group Engagement in Small States: The Cases of the OECS, PICs, Cabo Verde, Djibouti, Mauritius, and the Seychelles 54pp

Asia Development Bank	Regional strategy ("The Pacific Approach") and country strategic strategy business plans	Both regional and country-specific approaches.	<p>AsDB has developed a "Pacific Approach 2016–2020" document that serves as a strategic framework guiding its assistance at regional level and, an overall country partnership strategy for individual Pacific Island countries²¹. The regional operation provides opportunities for cross-country learning and operational efficiencies. The three key thrusts of the strategy are:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reducing costs of operations- by improving transport, ICT and renewable energy infrastructure to reduce the costs of connectivity and energy. • Mobilizing finance to introduce innovative solutions to strengthen disaster preparedness, vulnerability, and build resilience • Promoting value creation- by supporting public sector reform that facilitate enabling conditions for private sector growth, legislative and financial reforms that promote financial inclusion
OECD	No	No	<p>OECD supports SIDS through provision of statistical data and policy analysis on concessional finance that helps them to improve access to development finance. SIDS also benefit from support to develop financial instruments and approaches that are customised to the context and needs of individual countries.</p> <p>OECD is aware of the need for new development solutions and approaches that can help to achieve prosperity for the people and their environments. Through its <i>DAC Working Group on SIDS</i>, OECD is exploring the possibility to partner in a new initiative on Multidimensional Vulnerability Index (MVI)²².</p> <ul style="list-style-type: none"> • Provides statistical data and policy analysis on concessional finance to SIDS <p>Supports the development of financial instruments and approaches that tailored to SIDS</p>

²¹ The countries covered are Cook Islands, Kiribati, the Marshall Islands, the Federated States of Micronesia, Nauru, Palau, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, and Vanuatu.

²² The new index is being developed by the UN system- UN Resident Coordinator for Pacific and Caribbean, UNDP, UN DESA, UN-OHRLLS with technical inputs from development economists Jeffrey Sachs and Guillaume Lafortune.

Ireland	Yes, has a "Strategy for Partnership with SIDS"	Mainly strategic regional cooperation, but does not exclude bilateral relationship with specific countries where necessary	<p>Describing itself as "as an islander in a room of Islanders", Ireland's strategy on SIDS outlines four priority areas for collaboration: sustainable blue economy, climate action, risk management and institutional capacity to facilitate investment.</p> <p>The SIDS strategic approach is influenced by Ireland's <i>Global Ireland 2025</i> strategy, that seeks to commit dedicated resources to increase engagement with SIDS. Specifically, Ireland commits itself to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • use its membership of the EU to champion support for SIDS in EU-wide cooperation arrangements (e.g., the post Cotonou Accord of EU-ACP) and in multilateral forums e.g., UN, OECD and international financial institutions • Provide €12m to the Ireland Trust Fund held in AsDB to support climate and disaster resilience in SIDS • establish a permanent network of Envoys to deepen relationship with SIDS • commence new partnerships with SIDS such as Ocean Innovation Initiative and a SIDS fellowship scheme • experience capitalization in working with the diaspora • Deepen its relationship with the Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility and initiate new similar partnerships.
New Zealand	Yes, has a "Strategy for Partnership with SIDS"	Adopts both country specific and, flexible multi-country approaches for small states	<ul style="list-style-type: none"> • Strong advocate for greater recognition of the unique development challenges faced by SIDS. • Advocacy by New Zealand and other partners resulted in higher financing for Pacific SIDS • Support the design and implementation of two major studies to increase understanding of the development funding challenges of SIDS

Documents Reviewed

Region	Country	Project/Programme Name (PCR)	Actual Completion	PCR	PCR/V	PPE
The Caribbean	Guyana	Rural Enterprise and Agricultural Development Project (READ)	31-Mar-15	x		
	Grenada	Market Access and Rural Enterprise Development Programme (MAREP)	30-Mar-18	x	x	
	Belize, Haiti, Cuba, Dominican Republic, Grenada and Guyana	Youth entrepreneurship: rural employment opportunities for young people in the Caribbean	30-Jun-19	x		
	Haiti	Innovative Crop and Soil-Based Technologies Project (CIAT)	01-Jun-17	x		
	República Dominicana	The Rural Economic Development Project in the Centre and East (PRORURAL)	31-Mar-19	x		
	Haiti	Project de développement de la petite irrigation	2016	x		
	Belize	Belize Rural Finance Programme (BRFP)	30-Sep-16	x		x
	Haiti	Projet de Développement de la petite irrigation (PPI-2)	30-Jun-17	x	x	
AIMS	Guinea Bissau	Rural Rehabilitation and Community Development Project	31-Dec-13	x		
	Sao Tome et Principe	PARTICIPATORY SMALLHOLDER AGRICULTURE AND ARTISANAL FISHERIES DEVELOPMENT PROGRAMME (PAPAFPA)	31-Mar-15	x	x	
	Comoros	Integrated Ecological Planning and Sustainable Land Management in Coastal Ecosystems in the Comoros, in the three islands of Grand Comoros, Anjouan, and Moheli	31-Dec-14	x		
	Maldives	Fisheries and Agriculture Diversification Programme (FADIP)	31-Mar-18	x		

	GUINÉE-BISSAU	Projet De Démarrage Du Projet D'appui Au Développement Du Sud (PADES)	30-Jun-17	x		
	República Dominicana	Proyecto de Desarrollo para Organizaciones Económicas de Pobres Rurales de la Frontera (PRORURAL OESTE)	2017	x		
	Maldives	Post-Tsunami Agricultural and Fisheries	31-Dec.13	x	x	x
	Seychelles	Competitive Local Innovations for Small-scale Agriculture Project	31-Dec-18	x		
	Seychelles	Rehabilitation Programme	31-Dec-18	x		
	Maldives	Strengthening the Role of SAARC in the Sustainable Intensification of Agriculture in South Asia	2017	x		
	Grenada	Climate-smart Agricultural and rural Enterprise Programme (SAEP)	2017	x		
The Pacific	Timor-Leste	Timor-Leste Maize Storage Project	31-Dec-15	x	x	
	Tonga	Tonga Rural Innovation Project	30-Jun-017	x	x	
	Cook Islands, Marshal Islands, Niue	Capacity Building for Resilient Agriculture in the Pacific (CBRAP)	31-Mar-18	x		
	Vanuatu	Post Cyclone Rapid Recovery in Agricultural Production	16-Jun-16	x		
	PNG	Partnership in High Value Agriculture – (PHVA)	31-Dec-15	x		
	Solomon Islands	Rural Development Programme I (RDP I)	30-Nov-12	x		
	Vanuatu	Post Cyclone Rapid Recovery in Agricultural Production	30-Jun-16	x		
		Innov4AgPacific Programme		x		
	Fiji, Kiribati, Tonga	Mainstreaming of Rural Development Innovations (MORDI)	Dec-08	x		
PNG	Fairtrade	Jun-16	x			

Insights into IFAD's work in selected SIDS

1. Economic Development Project for the Southern Regions (PADES), Guinea Bissau

COVID-19 preventive measures in Guinea-Bissau significantly affected mobility between regions. This hindered smallholder farmers' ability to trade the main cash crop in the country – raw cashew nuts. Raw cashew nuts account for about 95% of the country exports and are the main income generating activity for about 80% of the country's population. Rice, the country's staple food, is not produced in enough quantity to feed rural households throughout the year. Smallholder farmers use raw cashew nuts to trade with or purchase rice as well as to finance the agriculture campaign of the following year. The necessary pandemic restrictions represented a high risk of rural households' food security, particularly those headed by women.

IFAD COVID-19 response in Guinea-Bissau, a SIDS country, was deployed through an IFAD-financed project focused on the economic development of the southern regions (PADES). The Rural Poor Stimulus Facility funds ensured that for two agriculture campaigns 2021/2022 PADES most affected beneficiaries would access and effectively use quality and climate resilient seeds. This support is of utmost importance since the most vulnerable smallholder farmers were forced to consume the seeds produced for the 2021/2022 agriculture campaigns during the 2020 lockdown.

The intervention became a best practice example of RBAs collaboration. PADES complemented the seeds distribution with development capacity activities lead by WFP. WFP's expertise on agriculture production and market information systems was also leveraged by the RPSF intervention to establish a market information network that allows farmers to know where to access inputs and to meet market demand needs in their region and beyond. A second round of RPSF financing focused on developing long term institutional market relationships between school feeding programs and PADES' smallholder farmers. The Facility finances the local purchase of rice and horticulture products, therefore connecting improved quality production to a sustainable demand of local products – increasing productivity effectively and towards increased sustainable income.

2. Pacific Islands Rural and Agriculture Stimulus facility (PIRAS facility)

The Australian Department of Foreign Affairs & Trade (DFAT) and the UN COVID-19 Multi Partner Trust Fund (MPTF) are jointly financing the Pacific Islands Rural and Agricultural Stimulus (PIRAS) Facility covering Fiji, Samoa, Solomon Islands, Tonga and Vanuatu. The goal of the facility is to minimize the impacts of COVID-19 on livelihoods and food security of rural households. By stimulating the agriculture sector in target SIDS countries, the facility is expected to enhance economic recovery from the pandemic, improve incomes and food & nutrition security for rural communities.

The activities under the facility build on national measures and include regional activities to be delivered in close coordination with MPTF partners (ILO, UNESCO and UNDP). More specifically the facility will:

- Equip women and youth with business and technical skills, access to productive resources, and market information services.
- Support agribusiness SMEs to access markets through the promotion of locally grown food, and their inclusion in government purchasing programmes (schools, hospitals, hospitality healthy food packages). Smallholder farmers, fisherfolks and SMEs engaged in food processing will be trained in safe post-harvest handling and food preservation.
- Support market actors with safe food distribution through the introduction of COVID-19 safety protocols along the supply chains.
- Scale up the use of tested digital solutions for market linkages, agricultural advice and nutrition awareness, such as My Kana App and TraSeable Farms App.

3. Family Farming Productivity and Resilience Support Project (PREFER), Comoros

PREFER is a US\$18m project that partners with the national government and the International Institute of Tropical Agriculture to support 35,000 smallholders to increase their productivity and resilience to climate change. A key issue in Comoros and many other SIDS is overreliance on food imports, and this project focuses on promoting the local production of bananas, cassava and vegetables, including through training and access to rural finance. Training will also be provided to enhance market participation. Benefitting from funds from IFAD's Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP), the project aims to build climate resilience by promoting sustainable water and soil management. Through the project, a grant of US\$720,000 from IFAD's Rural Poor Stimulus Facility is also being implemented to provide emergency support to mitigate the impacts of the pandemic on access to inputs and markets.

4. Climate Smart Agriculture and Rural Enterprise Programme (SAEP), Grenada

The experience of the recently closed MAREP (Market Access and Rural Enterprise Development Programme) and the new operation (SAEP) make IFAD's work in Grenada a cornerstone for the development of similar projects in another SIDS in the region. The SAEP focuses on the main critical issues in rural areas in SIDS in the Caribbean: (i) youth employment and entrepreneurship, (ii) adaptation to climate change, and (iii) private sector development. Gender and nutrition are also elements that are being strengthened in the project, making SAEP an interesting example of an integrated approach to addressing all mainstreaming themes. The project could be replicated (possibly even as a regional operation) in other small islands that have similar challenges (high percentage of food imports, high vulnerability to climate variability, high levels of youth unemployment) and are part of the Organization of Eastern Caribbean States. The cooperation with the Caribbean Development Bank (CDB), which co-finances rural infrastructure while IFAD invests on capacity building, can be replicated in other CDB-borrower countries lacking access to IFAD's PBAS.